

IRAK

SITUATION MACROECONOMIQUE

Structurellement dépendante des activités pétrolières et caractérisée par un secteur privé peu développé, l'économie irakienne enregistre des performances très volatiles : récession en 2025 (-0,4%) et croissance quasi nulle en 2024 (0,1%) et 2023 (0,9%) faisant suite à une croissance de 7,7% en 2022. Pour 2026, le FMI anticipe une baisse du PIB de 6,8% et une croissance annuelle moyenne autour de +2,8% d'ici à 2030. Ces variations importantes de l'activité résultent des évolutions de la production et des cours du baril de pétrole. La trajectoire d'endettement public, qui représente aujourd'hui 53,9% du PIB, apparaît insoutenable à moyen terme. Selon le FMI, la dette publique pourrait s'élever à 66,9% du PIB en 2030 en l'absence de réformes structurelles ambitieuses. La politique budgétaire a été jusqu'à présent expansionniste, avec des dépenses de fonctionnement portées par la hausse de la masse salariale publique. Point positif, l'inflation est globalement maîtrisée.

1. Forte volatilité de l'activité et perspectives négatives en 2026

Structurellement dépendante des activités pétrolières et caractérisée par un secteur privé peu développé, l'économie irakienne enregistre des performances très volatiles : récession en 2025 (-0,4%) et croissance quasi nulle en 2024 (0,1%) et 2023 (0,9%) faisant suite à une croissance de 7,7% en 2022. Cette exposition rend les performances économiques très vulnérables aux fluctuations des cours du baril et au niveau de la production de pétrole. L'exploitation pétrolière a représenté en 2025 environ 40% du PIB, 88% des recettes publiques et 99% des recettes d'exportation. En 2023 et 2024, la faible croissance économique avait résulté directement de la baisse du prix moyen du baril exporté par l'Irak conjuguée à la baisse de la production de pétrole¹. Par ailleurs, la réévaluation de 10,3% du dinar irakien par rapport au dollar en février 2023 a diminué la contrepartie en monnaie locale des exportations de pétrole en dollars.

En 2025, l'Irak a enregistré une baisse de son activité économique avec une récession de -0,4%. La production de pétrole a poursuivi sa baisse, estimée à -4%² dans le cadre des engagements de l'Irak au sein de l'OPEP+. À plus long terme, la croissance de l'Irak devrait demeurer volatile et peu inclusive, compte tenu de la faible diversification économique. En avril 2026, le FMI a revu à la baisse ses prévisions économiques pour l'Irak en 2026, anticipant une baisse du PIB de 6,8% en 2026, contre une croissance de 3,6% annoncée en octobre 2025. Cette révision s'explique par les fortes baisses de la production et des exportations de pétrole provoquées par le conflit régional. La croissance annuelle moyenne devrait s'établir +2,8% d'ici à 2030 (contre 3,8% fin 2025) – une performance modeste compte tenu de la croissance démographique soutenue, de l'ordre de 2,4% par an d'ici 2030. La population devrait ainsi passer de 46,1 M en 2024 à 51,2 M en 2030.

2. Les soldes courant et budgétaire se sont nettement dégradés à partir de 2023 sous l'effet d'une baisse des recettes pétrolières et d'une politique de dépenses expansionniste

Les recettes d'exportation de pétrole sont en baisse depuis 2022, passant de 115 Mds USD à 84 Mds USD en 2025 (-27%). Le solde courant qui avait atteint un excédent record de 13,4% du PIB en 2022, avant de se réduire à 5,8% en 2023, est passé en territoire négatif en 2024 (-2,1%) et 2025 (-1,7%). Cette tendance devrait se confirmer en 2026 (-5,3%).

¹ La fermeture de l'oléoduc d'exportation Kirkouk-Ceyhan fin mars 2023, conjuguée à la baisse des quotas de production OPEP+ ont entraîné une baisse de la production annuelle moyenne : 4,16 Mb/j en 2024, contre 4,28 Mb/j en 2023 et 4,44 Mb/j en 2022

² La production annuelle moyenne de 2025 est estimée à 4,01 Mb/j. Au titre de son engagement de réduction OPEP+, le quota de l'Irak pour l'année 2024 était de 4 Mb/j.

Les finances publiques présentent des fragilités structurelles, aggravées par les conséquences du conflit régional en cours. Malgré une sous-exécution des budgets expansionnistes depuis 2023, notamment en raison de leur adoption tardive, le solde budgétaire s'est nettement dégradé, passant d'un excédent de 8,6% du PIB en 2022 à un déficit de -0,5% en 2023, -2,9% en 2024 et -5,9% en 2025. Cette contraction est attribuable à une baisse des recettes publiques (-2,0 point de pourcentage (pp) du PIB en 2025 en regard d'une augmentation des dépenses de 1,0 pp du PIB). Selon le FMI, le déficit budgétaire est attendu à 7,9% du PIB en 2026 et le solde pourrait rester en territoire négatif jusqu'en 2030, en l'absence de mesures de contrôle des dépenses de fonctionnement. En 2025, elles représentaient 84% du total des dépenses, dont environ 43% pour les seules dépenses de salaires des agents publics.

3. La trajectoire du niveau d'endettement et des réserves de change est insoutenable à long terme

Le rebond des revenus pétroliers en 2022, sous l'effet de l'augmentation du prix moyen du baril exporté (95\$ en 2022 contre 67\$ en 2021) avait permis une **forte baisse de la dette publique (39% du PIB fin 2022 contre 72% en 2020) et une reconstitution des réserves de change (97 Mds\$ en 2022 contre 54 Mds\$ en 2020)**, atténuant à court terme les risques macroéconomiques. En 2025, la dette publique a fortement progressé et atteint 53,9% du PIB (contre 45,2% en 2023) et les réserves de change ont diminué de 15,5% entre décembre 2023 et mars 2026, passant de 112 Mds\$ à 94 Mds\$ (soit 11 mois d'importations). Les agences de notation Fitch Ratings et Standard and Poor's attribuent à l'Irak la note de risque souverain B- avec perspective négative (catégorie « très spéculatif ») et Moody's, la note Caa1, soit un cran au-dessous (« risque élevé »).

Le conflit régional a provoqué un effondrement des exportations pétrolières irakiennes, en raison de la fermeture du détroit d'Ormuz par lequel transitaient environ 95 % des exportations pétrolières du pays. La production de pétrole a chuté de plus de 4,2 M b/j début 2026 à environ 1,4 M b/j en avril. Sur le même mois, les exportations sont estimées à 0,3 M b/j, soit une baisse de plus de 90% par rapport au niveau d'avant-guerre (3,6 M b/j). **En cas d'arrêt prolongé de la production et des exportations de pétrole, l'Irak serait confronté à un effondrement de ses recettes budgétaires, un creusement rapide de son déficit public déjà en hausse ces dernières années, et une pression forte sur le dinar et ses réserves de change.** Le financement des projets publics déjà engagés et paiement des salaires des fonctionnaires pourraient être retardés dès le mois de juin, avec pour effet des conséquences sociales immédiates. Les arriérés de paiements du gouvernement liés aux projets publics en cours d'exécution sont déjà estimés à 18 Mds\$ pour un encours total de projets d'environ 104 Mds\$.

La politique budgétaire expansionniste fait peser un risque important sur les finances publiques du pays à moyen terme. D'après le FMI, le niveau de dette publique pourrait atteindre 66,9% du PIB à horizon 2030 en l'absence de mesures de contrôle des dépenses. Dans le même temps, les réserves de change pourraient s'effondrer à 54 Mds\$ (6 mois d'importation). Le FMI recommande des ajustements budgétaires ambitieux comprenant (i) la réduction de la masse salariale publique, (ii) la mobilisation des ressources domestiques non-pétrolières, notamment via l'amélioration du recouvrement des recettes douanières et de la collecte des factures d'électricité et (iii) une gestion rationalisée des finances publiques avec le déploiement d'un compte unique du Trésor.

4. L'inflation est globalement maîtrisée et le dinar irakien est instable sur le marché des changes

En novembre 2022, la Banque centrale d'Irak (BCI) avait introduit, sous la pression de la réserve fédérale américaine, de nouveaux contrôles de lutte contre le blanchiment (LCB-FT) afin de lutter contre la contrebande de dollars vers les pays voisins de l'Irak. En conséquence, le volume des adjudications de dollars avait fortement baissé et le taux IQD/USD sur le marché de change s'était déprécié par rapport au taux officiel (écart traditionnellement de 2% porté à plus de 15% en février 2023). Face à la crainte de mouvements sociaux d'ampleur, la BCI avait réévalué le dinar de 10,3% en février 2023 à 1\$ = 1 300 IQD. Cette réévaluation n'a pas eu d'effet structurel et immédiat sur l'écart entre le taux officiel et celui sur les marchés de change (autour de 1\$ = 1 500 IQD en 2024, soit un écart de 15%). L'écart entre les deux taux de change, qui s'était nettement réduit au deuxième semestre 2025 avec un taux enregistré d'environ 1\$ pour 1 414 IQD (soit un écart de 8,7%) est reparti à la hausse sur les quatre premiers mois de 2026 (1\$ = 1 550 IQD, soit un écart de 19%) en raison des tensions régionales et de la raréfaction de la devise américaine dans l'économie irakienne³.

³ Les États-Unis ont suspendu l'acheminement de dollars en espèces vers l'Irak depuis avril 2026. La Réserve fédérale américaine fournissait annuellement jusqu'à 10 Mds\$ en espèces à l'Irak afin d'alimenter le marché local en liquidités.

Après avoir atteint un pic de 6% en 2021, l'inflation annuelle moyenne a progressivement diminué : près de 5% en 2022, 4,4% en 2023, 2,6% en 2024 et 0,3% en 2025, sous l'effet de la baisse des prix internationaux des denrées alimentaires, des prix de l'énergie et de l'impact de la réévaluation de la monnaie. **En 2026, l'inflation annuelle moyenne devrait rebondir à 3,0% et à 3,3% en 2027 en raison des perturbations logistiques engendrées par le conflit régional et l'introduction, début 2026, du nouveau système automatisé des douanes (ASYCUDA)**. Cette réforme, qui vise à moderniser les procédures de dédouanement génère dans sa phase actuelle de déploiement d'importants surcoûts pour les importateurs, se traduisant par des retards, voire des blocages aux douanes pour plusieurs types d'équipements industriels et électriques. À noter que la transmission de la politique monétaire de la BCI à l'économie réelle est très faible en raison de la faible bancarisation, de l'importance des activités économiques informelles et des excédents de liquidités hors des circuits bancaires.

Commentaires : L'économie irakienne est structurellement dépendante des activités pétrolières avec un secteur productif hors hydrocarbures très faible. Les fondamentaux macro-économiques de l'Irak sont inquiétants à court-terme, notamment en raison des conséquences économiques du conflit régional. Des risques élevés pèsent sur la soutenabilité de la situation économique, en particulier sur l'équilibre des finances publiques, fortement exposées aux performances de l'activité pétrolière, et par voie de conséquence sur l'endettement à moyen terme. L'ancien Premier ministre Mohammed Al-Soudani et son gouvernement, en poste jusqu'à fin avril 2026, ont engagé des réformes structurelles portant sur l'amélioration du climat des affaires et les conditions de financement de l'économie. Ces mesures visaient à la diversification de l'économie en faisant appel à l'investissement du secteur privé pour développer l'appareil productif. Les réformes sont encourageantes mais n'ont cependant pas abouti à ce stade à des transformations effectives. Les grandes lignes du programme économique présentées mi mai par le nouveau Premier ministre, Ali Al-Zaidi, désigné en avril 2026, s'inscrivent dans la continuité des réformes précédemment engagées.

Laurent Estrade